

DECLARATION DU GROUPE PARLEMENTAIRE FRODEBU SUR L'OPERATION  
DITE DE DESARMEMENT DE LA POPULATION

- Vu qu'opérer le désarmement de la population sans causer des dégâts matériels et humains vient de s'avérer impossible malgré les fermes recommandations de Son Excellence Monsieur NTIBANTUNGANYA Sylvestre, Président de la République a.i.;
- Constatant que le désarmement de la population tel qu'il est pratiqué actuellement sur le terrain va coûter au pays beaucoup de pertes humaines et matérielles;
- Etant donné que les recommandations du Président de la République a.i. de commencer d'abord le désarmement dans les zones de la Mairie de Bujumbura et d'étendre ensuite l'opération sur les autres provinces n'ont pas été suivies;
- Vu qu'après l'opération du désarmement dans les zones majoritairement hutu de la Mairie de Bujumbura, les zones majoritairement tutsi telles que Ngagara, Nyakabiga, Musaga etc... n'ont pas du tout été inquiétées et que par contre, l'armée, tout en sautant ces quartiers, a poursuivi l'opération dans les régions majoritairement hutu comme Bujumbura Rural, Kanyosha et Muzinda pratiquant ainsi deux poids, deux mesures;
- Constatant qu'à la fin de l'opération le fossé entre la population et l'armée se sera creusé davantage;
- Constatant que l'opération est en train d'être effectuée par une armée dont une partie a assassiné le Président de la République qui était élu par le peuple;
- Constatant que l'opération ne répond pas aux vrais problèmes ethniques de ce pays;
- Constatant que cette opération risque d'aboutir à l'aggravation de la crise burundaise en accentuant les processus d'épuration et de balkanisation ethnique, la preuve en étant que les dégâts humains et matériels déjà enregistrés ne concernent qu'une seule ethnie Hutu;
- Constatant que l'ethnie tutsi a été armée sous le couvert officiel de l'armée pour plus de 5000 armes depuis 1972, et que sur demande du Gouvernement aucune de ces armes n'a encore été remise;

Le Groupe Parlementaire FRODEBU recommande :

- aux forces de l'ordre et à tous ceux qui détiennent légalement ou illégalement les armes de cesser le feu;
- au Gouvernement de suspendre l'opération de désarmement de la population et d'établir au préalable un plan de désarmement, en associant l'administration à cette opération;
- aux partenaires de la vie politique et sociale de ce pays de se pencher sur le problème de sécurité et de tous les autres problèmes ressentis comme source d'insécurité.
- aux chefs militaires de faire des efforts pour sécuriser tout le monde de la même façon, la paix n'ayant pas de prix;
- au Gouvernement d'organiser dans les meilleurs délais un débat populaire sur la sécurité et la défense nationales;
- aux partenaires et amis du Burundi, notamment le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU, le Représentant du Secrétaire Général de l'OUA, les Missions diplomatiques et consulaires de nous aider à poser les vrais problèmes de ce pays. Un problème bien posé est à moitié résolu. Caricaturer, minimiser ou falsifier un problème n'aide aucun pays à trouver des solutions justes et durables.

Fait à Bujumbura, le 6 Mai 1994

Pour le Groupe Parlementaire FRODEBU

Le Vice-Président

Montali NDIKUMANA,